



ASIE/COREE DU NORD - Appels des chrétiens et d'ONG à l'ONU : stop aux goulags en Corée du Nord

Séoul (Agence Fides) – Les Nations unies doivent aider la Corée du Nord à fermer définitivement le vaste système de goulags existant dans le pays : c'est ce que demandent, dans une pétition présentée ce jour au Conseil de l'ONU pour les Droits de l'homme plus de 40 Organisations non gouvernementales, dont un certain nombre d'inspiration chrétienne, réunies au sein de la « Coalition internationale pour faire cesser les crimes contre l'humanité en Corée du Nord ». Ainsi que cela a été indiqué à Fides par l'ONG Christian Solidarity Worldwide, qui fait partie de cette coalition, la Corée du Nord compte actuellement plus de 200.000 personnes, considérées comme « dissidents ou opposants », se trouvant dans des « camps de rééducation ». Parmi eux se trouvent des personnes âgées et des enfants ainsi que plus de 40.000 chrétiens, détenus seulement à cause de leur foi.

« La vie dans les goulags nord-coréens constitue l'une des plus graves catastrophes en termes de droits humains dans le monde d'aujourd'hui » explique à Fides Jared Genser, membre de la coalition. Les prisonniers, enfants compris, sont soumis à un travail massacrant, sept jours sur sept, à raison de douze heures par jour voire plus. 25% de la population carcérale meurt chaque année à cause des terribles conditions de travail. On estime qu'au cours de ces dix dernières années, plus de 400.000 prisonniers sont morts.

Ha Tae-keung, militant de l'ONG Open North Korea, elle aussi membre de la Coalition, remarque : « Les détenus meurent de faim : ils disposent seulement de 20 grains de blé par ration de nourriture. Des maladies telles que la pneumonie et la tuberculose font des ravages mais les prisonniers ne bénéficient pas de soins médicaux. Ils sont contraints à travailler même lorsqu'ils sont malades et s'ils ne sont plus en mesure de travailler, ils sont envoyés dans des sanatoriums où ils attendent la mort. Les tortures, les viols et les exécutions sommaires sont par ailleurs fréquents ».

« Kim Jong-un doit faire un choix » avertit Kanae Doi, Directeur de Human Rights Watch au Japon. « Il peut laisser tout en l'état, se rendant ainsi responsable de crimes contre l'humanité ou il peut fermer les goulags et mettre fin à ce terrible chapitre de l'histoire de son pays ».

La pétition présentée aujourd'hui demande aux Nations unies de mener une enquête et de rédiger un rapport sur le système des goulags en Corée du Nord, selon la même procédure que celle utilisée pour enquêter sur la situation des détenus se trouvant dans la prison de Guantanamo Bay, à Cuba. La Coalition invite l'ONU à prendre note des crimes contre l'humanité et à lancer, en collaboration avec le gouvernement nord-coréen, un processus visant à fournir des dédommagements adéquats aux victimes et à leurs familles. (PA) (Agence Fides 03/04/2012)